

Budget—M. F. Roy

M. Roy (Laval): Monsieur le président, je pense que j'ai pris l'intérêt de mes électeurs à maintes reprises, et je défie le député de démontrer que les interventions que j'ai faites à la Chambre sont plus nombreuses que les siennes. Alors je n'accepte absolument pas ce qu'il vient de dire.

L'Orateur suppléant (M. Scott (Victoria-Haliburton)): A l'ordre!

M. Roy (Beauce): De deux choses l'une: ou les interventions du député n'étaient pas à point, ou il n'avait pas d'influence. Monsieur l'Orateur, dans quel état se trouve l'économie du pays? Nous avons un taux de chômage inacceptable. Un pays comme le nôtre, continuellement aux prises avec un tel taux de chômage, ne peut pas faire autrement que de paralyser l'action gouvernementale et grever les budgets publics. Le gouvernement se prive ainsi de quelques milliards de dollars annuellement, alors que ces personnes ne demandent pas autre chose que de pouvoir travailler et être des citoyens à part entière pour pouvoir justement être un actif pour leur famille, leur région, leur province et leur pays. Quand on ne peut pas offrir ce genre de choses c'est signe qu'il y a quelque chose qui ne marche pas.

Monsieur le président, nous sommes aux prises avec un taux d'inflation sans précédent. Ah, il y aura bien des excuses pour dire que nous vivons dans un grand contexte. Mais nous ne devons pas oublier une chose, c'est que les problèmes internationaux comme tels n'existent pas. Ce ne sont que des problèmes nationaux qu'on a transposés sur le plan international. Les décisions ne sont pas sur le plan international, elles sont sur le plan national. Chaque pays devra avoir le courage nécessaire d'assumer ses responsabilités ainsi que de prendre les dispositions qui s'imposent et de se donner véritablement un leadership, une volonté d'agir, et si les mécanismes font défaut, de les améliorer pour se donner les institutions et les outils nécessaires pour être en mesure de travailler et obtenir des résultats. Monsieur le président, au sujet de notre dollar on allait sauver en quelque sorte, en partie du moins, l'économie canadienne, parce qu'on allait maintenir le taux du prix du pétrole à 85 p. 100 du taux de celui de Chicago, et le dollar vaut 85 cents. Si je sais bien compter cela veut dire \$1 le dollar américain, je ne vois pas ce que cela change.

Sur le plan énergétique, quelle est la politique gouvernementale? Quelle était la politique de l'ancien gouvernement? Est-ce que les problèmes d'aujourd'hui sont nés hier, ou datent-ils des mois et des années passés? Qu'est-ce qu'on a fait de la prévision de l'avenir? Qu'est-ce qu'a fait le nouveau gouvernement depuis le 22 mai alors que la population a rejeté l'ancien et décidé de se donner un nouveau gouvernement plein de bonne volonté avec beaucoup de promesses pour susciter énormément d'espoir auprès de la population?

● (1600)

Et aujourd'hui, où en sommes-nous sur le plan énergétique? On commence par aller puiser dans les poches des contribuables pour annoncer des intentions avant d'annoncer des programmes précis, s'ils restent à venir. Et pourtant je pense qu'ils ont été assez longtemps dans l'opposition, nos collègues qui sont actuellement à la direction des affaires du pays, pour avoir eu le temps d'examiner les dossiers. Je pense qu'ils sont restés suffisamment longtemps dans l'opposition avec les budgets dont ils ont pu disposer pour se préparer un programme politique. Je pense que depuis qu'ils sont au pouvoir ils ont

quand même eu suffisamment de réunions au conseil des ministres, dans les divers comités, pour annoncer à la population en même temps que l'on annonce le budget, sinon quelques jours auparavant, ce qu'ils ont décidé, ce à quoi on doit s'attendre. Pendant ce temps-là le contribuable paie, le taux de chômage est élevé, le taux d'inflation est catastrophique, la faiblesse du dollar existe et la politique énergétique est un domaine extrêmement important, qui suscite énormément d'inquiétude au sein de la population. On attend toujours.

Monsieur le président, relativement au chômage, on cherche une formule magique, unique, à la grandeur du pays, alors que le taux est très élevé dans les provinces Maritimes, un peu moins élevé mais encore trop au Québec, et moins élevé dans les autres régions du pays. Il faudrait quand même penser que dans ce grand pays des gouvernements provinciaux sont capables d'assumer leurs responsabilités d'agir. Et au lieu d'empiéter sur leur juridiction, on devrait leur fournir des moyens pour qu'ils puissent les assumer. C'est de cette façon qu'au lieu de se battre contre ces gouvernements, quels qu'ils soient, on travaillera en collaboration avec eux, qu'il s'agisse de gouvernements créditistes, libéraux—et il n'y en a plus au pays—de conservateurs ou néo-démocrates.

Quant à l'inflation, on pourrait en dire beaucoup. On a demandé au ministre des Finances (M. Crosbie) à la Chambre s'il était d'accord avec le gouverneur de la Banque du Canada qui vient d'annoncer une troisième hausse consécutive des taux d'intérêt. Alors sur demande de l'opposition, le comité des finances, du commerce et des questions économiques a siégé, le gouverneur de la Banque du Canada est allé témoigner à la suite de l'invitation qui lui a été envoyée, le ministre des Finances s'est rendu, et voici ce qu'a déclaré l'honorable ministre des Finances, comme on peut le lire à la page trois:

Une troisième raison qui explique le niveau actuel des taux d'intérêt est le déficit important et croissant de notre balance courante. Ce déficit ne peut pas, lui non plus, être diminué rapidement et, tant qu'il persistera, il devra être compensé par des entrées suffisantes de capitaux . . .

Et le ministre de continuer:

Les taux d'intérêt élevés contrecarrent l'inflation en décourageant la dépense excessive. A mesure que la demande diminue, les entreprises font face à des pressions concurrentielles, aidant ainsi à contenir les autres prix et coûts.

Dans la mesure où il s'agit d'une relation directe de cause à effet entre les taux d'intérêt et l'inflation, il serait plus exact de dire que l'inflation est la cause . . .

. . . pas «est la principale cause» . . .

. . . il serait plus exact de dire que l'inflation est la cause de taux d'intérêt élevés que le contraire.

Qu'est-ce que nous annonce le ministre des Finances? Monsieur le président, dans le domaine énergétique il faudra que le gouvernement sache très bien qu'il y a des inégalités dans les régions, qu'à ce niveau il existe des problèmes différents et qu'il faudra que l'on cesse d'aller prendre des tonnes de capitaux énormes dans certaines régions pour les transférer dans d'autres. Il faudra qu'il y ait des compensations, qu'on invente des formules, qu'on trouve des réponses de façon qu'il y ait un équilibre économique qui tienne compte des valeurs, des capacités et des ressources dont disposent en abondance de façon différente les régions et les provinces qui forment le Canada. Monsieur le président, dans le monde, nous entrons dans une ère nouvelle caractérisée par une pénurie de ressources, et le Canada est un des plus grands réservoirs de ressources au monde. Qu'est-ce qu'on fait pour que les ressources canadiennes puissent être bénéfiques pour les Canadiens?